

**LA STRATÉGIE DU « GROS MOT »  
OU COMMENT RÉPONDRE À LA QUESTION :  
« QUI FAIT DE L'IDÉOLOGIE ? »**

**Robert Anne-Marie**

---

« Le XXème siècle a été le siècle de l'impôt sur le revenu. Je fais le pari que le XXIème siècle sera celui de l'impôt sur le capital »

**Thomas PIKETTY**

Economiste, Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et professeur à l'Ecole d'économie de Paris<sup>1</sup>

**Ce qu'on ne peut plus dire :**

Lorsque l'on rencontre les partisans du libéralisme économique et que la discussion s'engage, pas question de remettre en avant des concepts comme :

- **Lutte des classes** - alors qu'on sait qu'elle n'a jamais été si prégnante. Ce sont les curseurs définissant les classes qui ont bougé, non le fait qu'elles existent et qu'elles sont bel et bien en lutte ;
- **Rapport de force** : « Mais enfin, de quoi parlez-vous ? Tout ceci est le résultat d'un malentendu. Communiquons davantage et le tour sera joué... »
- **Inégalités sociales** : « Elles ont toujours existé, sauf dans les régimes communistes. Vous voulez revenir à cet état ? On a vu ce que ça a donné... »

Et la liste pourrait s'allonger à l'infini...

Mais il y a un gros mot, honni par-dessus tous les autres, qu'il suffit de prononcer pour réduire à néant les arguments des partisans de la réduction des inégalités : Vous faites de l'**idéologie**...

Ce mot semble en effet, aux yeux de certains, symboliser tout ce qu'ils cherchent à dévaloriser, par la dérision, en l'associant implicitement – ou non – à un certain folklore où ils voudraient pêle-mêle inclure l'Internationale, la momie de Vladimir Ilitch et le petit livre rouge de Mao Tsé Tung...

---

<sup>1</sup> Auteur, avec Camille Landais et Emmanuel Saez, de « Pour une révolution fiscale. Un impôt sur le revenu pour le XXI<sup>e</sup> siècle », La République des Idées, Le Seuil, 2011.

Si donc les partisans de la justice sociale font de l'idéologie, allons voir de quoi il s'agit réellement...

## Comment définir le concept d'idéologie ?

Souvenons-nous de ce qu'en disait le philosophe Louis Althusser :

"Une idéologie est un système, possédant sa logique et sa rigueur propres de représentations (images, mythes, idées ou concepts) selon les cas doué d'une existence et d'un rôle historiques au sein d'une société donnée. »<sup>2</sup>

## Quel est son principe moteur ?

« L'idéologie est le mode de pensée qui transforme des faits de culture en faits de nature »<sup>3</sup>

Donc, si l'on veut répondre à la question : « Qui, aujourd'hui, sur l'échiquier social, fait de l'idéologie ? », nous devons répondre à l'interrogation suivante :

**« Qui, aujourd'hui, sur l'échiquier social, transforme les faits de culture en faits de nature ? »**

Une des premières à avoir pratiqué cette méthode est – de sinistre mémoire – Margareth Thatcher, avec son acronyme désormais bien connu : TINA : There is no alternative.

S'il n'y a pas d'alternative, nous sommes donc en présence d'un phénomène dont les effets négatifs ressortissent de la fatalité, et non d'un choix délibéré de quelques-uns, au détriment d'une grande majorité de nos contemporains.

Ainsi du creusement des inégalités sociales, de l'écart gigantesque entre hauts et bas revenus, du basculement dans la pauvreté d'un pan toujours plus large de la société, du scandale permanent que constituent des fortunes individuelles dépassant le PIB de certains pays, et non des moindres... Des économistes développent même assez cyniquement – mais les experts sont-ils cyniques ou tout simplement intoxiqués ? - la théorie que, à chaque étape de progrès, certains doivent en payer le prix. Pour eux, si ce phénomène est « inéluctable », cela n'en constitue pas moins un progrès.

Ainsi développent-ils le raisonnement que chaque invention qui, à l'aune de l'histoire, a constitué un progrès considérable, a suscité la mise à l'écart d'une partie de la population et a provoqué en conséquence, colère et révolte des laissés – pour - compte.

Pour preuve, l'exemple souvent rappelé de l'inventeur de la machine à coudre subissant les foudres des artisans qui, en répression, détruisirent son atelier. Il est clair, poursuivent ces experts, que l'invention de la machine à coudre, rendant la confection plus rapide et moins chère, a constitué un progrès, même si les ouvriers qui n'ont pu se reconvertir sont tombés dans la misère... On ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs, nous dit la sagesse populaire...

Fort bien, il faudrait donc admettre que notre société est en progrès, que la révolution technologique, bien sûr, laisse quelques-uns sur le bord du trottoir, mais que l'on n'y peut rien, que c'est « inéluctable » et que de toutes façons, les filets de sécurité, financés à grands coups d'impôts, sont là, dans une société avancée telle que la nôtre, pour diminuer les dégâts inévitables de tout progrès.

---

<sup>2</sup> In Idéologie et appareils idéologiques d'Etat, Notes pour une recherche, La Pensée, 151, juin 1970

<sup>3</sup> Idem

## Où le bât blesse-t-il ?

C'est que, si l'on y réfléchit bien, on peine à voir où se situe le progrès social que constitueraient ces avancées. Ou plutôt – soyons honnêtes – ce progrès social existe bien : la richesse produite augmente constamment et la vie est plus facile matériellement aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. La différence, c'est que le prix à payer en contrepartie est proprement exorbitant : toujours plus de richesse pour quelques-uns ; de moins en moins de pouvoir d'achat pour tous les autres ; insatiabilité des actionnaires décidant de la politique des entreprises qui leur assurent un return énorme au prix de licenciements collectifs et de délocalisations ; surexploitation des richesses naturelles, dégradation de la nature, malbouffe, pollution devenue ingérable...

« Ces acteurs privés appliquent en effet sans aucune vergogne, à une échelle tout à fait inédite dans l'histoire, le vieux précepte à la base du développement du capitalisme : socialiser les pertes et privatiser les profits. Pile je gagne ; face tu perds. »<sup>4</sup>

A toutes ces misères et inégalités, à tous ces dysfonctionnements, à tous ces scandales - le mot n'est pas trop fort – il y a des solutions.

Des solutions qui seraient du côté de l'égalité sociale, du mieux-être pour tous et par conséquent, de la consolidation du vivre ensemble dont le délitement creuse de plus en plus le lit de l'extrême-droite au niveau politique, et alimente les formes de violence, sur le plan social.

## Comment se fait-il alors qu'elles ne sont pas prises – ou pas suffisamment en tout cas – en compte ?

### Tout simplement parce qu'on les rend inaudibles...

### Par quels moyens ?

La palette de moyens mis en œuvre est large : dévalorisation des propos ; ironie ; confinement dans l'idéalisme évidemment dépassé...

Le psychanalyste Christophe Dejours, dans son ouvrage : Souffrance en France<sup>5</sup> explicite la démarche. Il rappelle ainsi que dans les sociétés totalitaires telles que nous les avons connues au milieu du siècle dernier et qui perdurent encore dans certaines régions du globe à l'heure actuelle, les personnes qui n'adhéraient pas au système dominant – fascisme, nazisme – étaient poursuivies, emprisonnées, torturées, et mises à mort, dans le but de faire taire leur voix discordante.

A l'heure actuelle, le psychanalyste remarque que point n'est besoin d'aller si loin : il suffit de dévaloriser ou de nier le discours de ceux qui ont une autre parole que la pensée unique.

Ainsi, les économistes qui remettent en question la doxa actuelle ne sont ni poursuivis ni emprisonnés : ils sont simplement obligés de fonctionner en circuit fermé, en ne touchant que les convaincus. Les autres ne les entendent tout simplement pas.

Le fait que certains économistes soient considérés comme des gourous et d'autres rendus inaudibles est en lien avec la supercherie qui entoure la conception même de l'économie:

---

<sup>4</sup> Guillaume Duval, Rédacteur en chef d'Alternatives économiques, avril 2011

<sup>5</sup> Ed. du Seuil, 1998

considérée comme une science à part entière, on lui a même conféré, pour plus de véracité, un pseudo – Prix Nobel. Les « vrais » Prix Nobel sont décernés chaque année à des personnes « ayant apporté le plus grand bénéfice à l'humanité, par leurs inventions, découvertes et améliorations dans différents domaines de la connaissance, des savoirs et de la culture<sup>6</sup> » dans cinq disciplines différentes : [paix](#) ou [diplomatie](#), [littérature](#), [chimie](#), [physiologie](#) ou [médecine](#) et [physique](#).

C'est la Banque de Suède qui a décidé d'octroyer un prix Nobel à l'économie, lui conférant de la sorte un statut scientifique – et non culturel - que son objet ne suppose pas.

Ce tour de passe-passe se justifierait encore à la marge si les résultats engrangés étaient positifs. On pourrait reprendre à notre compte – également à la marge - l'adage cynique du leader chinois Den Xiao Ping, pressé de conduire une partie de la population vers le socialisme de marché: « Peu importe la couleur du chat, pourvu qu'il attrape des souris » ou encore, traduction occidentale: « La fin justifie les moyens. »

C'est ici que l'on peut également faire référence à la sagesse populaire animalière en avançant « qu'un chat n'y retrouverait pas ses jeunes »

En effet, si « la fin justifie les moyens » : penchons-nous sur les caractéristiques de cette fin :

### Qu'avons-nous vu au travers de la crise mondiale de 2008 ?

**Les éminents spécialistes** ont répété à l'envi qu'ils n'avaient rien vu venir parce que c'était impossible de prédire ce genre de crise.

Or, des voix s'élevaient depuis plusieurs années déjà, notamment aux Etats-Unis, pour crier casse-cou avec la politique des subprimes qui, comme on sait, fut le déclencheur de la crise. Si l'on se penche sur certaines publications d'avant la crise, on peut voir qu'elles décrivaient très précisément ce qui s'est produit.

On n'en a tout simplement pas tenu compte...

**Les grands managers** eux non plus n'ont rien vu venir, sauf quand il a fallu quémander l'aide de l'Etat, quand la bise fut venue. On ne leur a cependant pas demandé ce qu'ils faisaient au temps chaud, car la réponse était évidente : ils engrangeaient de plantureux bénéfices, stock options et autres parachutes dorés.

Malheureusement, on ne leur demandera pas de danser pour se réchauffer, car ils n'en ont pas besoin : ils ont, sans coup férir et à la vitesse V, reconstitué leurs avoirs et privilèges : aux grands managers les augmentations d'émoluments de 20 à 30 pour cent ; aux travailleurs l'austérité...

Comment expliquer que ces inégalités totalement injustes et injustifiées ne soulèvent pas davantage de révolte ? Comment toute cette souffrance peut-elle perdurer sans grande lame de fond ? Alors que, contre toute logique et contre tout discours dominant interminablement ressassé, les résultats sont désastreux ?

Une des explications est précisément typique des effets secondaires du discours idéologique : à savoir que les moyens mis en œuvre pour convaincre que des effets de culture, c'est-à-dire un résultat de décisions prises – qui pourraient par conséquent être d'un ordre différent – sont naturels et donc sans alternative possible, atteignent leur but .

Ainsi, après une crise de l'ampleur de celle que l'on a connue, il est considéré comme « naturel » qu'on doive imposer l'austérité pour redresser la situation.

---

<sup>6</sup> Testament d'Alfred Nobel

## **Autre élément typique du discours idéologique : la personnalisation**

Dans tous les media, dans la bouche des commentateurs de la vie politique, et de nos responsables politiques, sans oublier bien sûr les experts, le concept de « marché » est doté d'une personnalité quasi indépendante, douée de sentiments et susceptible de mener des actions : à longueur de temps, nous entendons que : « le marché a réagi à telle ou telle nouvelle » ; que « le marché est frileux » ; que « le marché va réagir » ; que « le marché est mécontent » ; que « le marché n'aime pas l'incertitude ( ! ) »...

Avec un tel discours sans cesse martelé, nous finissons par réellement croire à cette personnalisation, qui typiquement transforme un fait de culture : à savoir le rôle exagérément prépondérant d'un élément sur l'échiquier social, en fait de nature : l'existence d'une personne douée de caractéristiques dont il est obligatoire de tenir compte...

Et cependant, si l'on y réfléchit correctement, comment peut-on avaliser le fait que l'économie a cessé d'être au service des hommes pour au contraire asservir l'être humain ? Il y a là un renversement de la pyramide des valeurs qui n'a pu être avalisé que dans le cadre d'un discours idéologique. S'il y a bien un fait contre nature, c'est bien celui-là...

### **Le mythe et son héros**

Si l'on s'en réfère au contenu de la définition d'Althusser, c'est au travers d'images, mythes, idées ou concepts que se construit le discours idéologique.

Le discours idéologique néolibéral a sans conteste son mythe : le règne de l'expertise ; et son héros : l'expert.

### **Le règne de l'expertise et l'expert**

Entre en scène l'expert. Celui qui sait et qui va dire ce qu'il faut faire... avec la force de l'évidence. Ainsi l'expert - gestionnaire, non seulement met en place ou supervise les procédures selon les méthodes choisies (par qui ?) mais également procède à la validation des besoins.

Et c'est ainsi que, de manière aussi fausement « évidente » que soft, les représentants du pouvoir politique, en déléguant l'analyse de la situation à l'expert, paient eux-mêmes pour se faire spolier de leur pouvoir de décision...

A l'heure actuelle, nous entendons le discours des experts, notamment relayé par les media, chargé de faire entrer dans notre cerveau – et ceci après avoir formellement affirmé que le plus gros de la crise était derrière nous – que l'austérité devait absolument être instaurée, non pas du tout parce que les Etats se sont endettés pour renflouer les banques : Que non point que nenni, malheureux, vous n'avez rien compris... La situation « catastrophique » dans laquelle nous nous trouvons est due, selon eux, au fait que les Etats ont vécu « au dessus de leurs moyens ». Ici, on vise bien sûr l'«Etat providence » et le coût bien sûr prohibitif à leurs yeux des services publics.

Si d'aventure un économiste développe un autre avis en rappelant fort justement que le B A B de l'économie est précisément qu'il ne faut pas confondre la gestion d'un Etat avec celui des ménages – comparaison sans cesse martelée par les partisans de l'austérité – il n'est tout simplement pas écouté...

### **Monsieur J'ai tout faux :**

L'exemple hypertrophié est symbolisé par la personne d'Alain MINC, expert des experts, Conseiller entre autres de Nicolas Sarkozy, qui a son mot et son avis sur tout et ne se prive jamais de le faire savoir, jouissant par ailleurs d'un écho très important dans les media. Chaque fois qu'Alain MINC tousse, le monde occidental en son entier se plaint de coryza...

Et cependant, une étude statistique effectuée par un hebdomadaire français a pu démontrer, preuves à l'appui, que ce monsieur avait toujours tout faux, et ce depuis des années...

Mais cette démonstration argumentée n'a eu aucun effet, ce qui permet à Monsieur MINC de pontifier de plus belle, continuant à être considéré par une certaine intelligentsia comme un gourou de la prédiction économique...

« La démonstration expérimentale impose sa « logique » de vérité à toutes les autres formes de savoir. L'expertise devient la référence majeure dans le processus de décision. Le pouvoir technocratique peut alors se développer : pouvoir du savoir mobilisé par des spécialistes qui imposent une modélisation du réel sous forme de tableaux de bord, d'indicateurs, de ratios, etc , autant de langages normatifs qui s'imposent aux acteurs de l'entreprise. L'expert règne alors en maître. »<sup>7</sup>

### **Un impact parmi d'autres : l'application des techniques managériales du privé au secteur public :**

« La culture du résultat, présentée comme une nécessité pour recrédibiliser l'action publique, risque d'entraîner l'effet inverse. Loin de produire un meilleur service public, elle transforme les usagers en clients, les agents en représentants de commerce et les institutions en entreprises. La performance n'est plus mesurée à l'aune de la qualité du service rendu pour tous, mais en fonction de son coût et de ses résultats financiers. Il existe un décalage massif entre la façon dont les performances sont évaluées par des outils conçus dans le secteur privé et la façon dont elles sont perçues par les agents ou les clients. »

On assiste ainsi à « une prescriptophrénie » galopante, maladie de la prescription qui consiste à traduire les compétences, les fonctions et les activités dans des grilles, afin de pouvoir contrôler le temps de travail sur un modèle néotaylorien de décomposition des tâches. »

« L'Etat doit être efficace, l'administration doit être performante, les fonctionnaires doivent intérioriser la culture managériale, les institutions doivent se rentabiliser, les coûts et les personnels, par définition pléthoriques et inefficaces, doivent être réduits, la culture du résultat doit se substituer à la culture des moyens. »

« La mise en œuvre d'une rationalité dans la gestion des moyens occulte la discussion sur l'adaptation des institutions à leurs missions. On se préoccupe plus de gérer le trou de la Sécurité sociale que de préserver la protection sociale pour tous ; d'adapter les universités au besoin de l'économie que de favoriser la recherche fondamentale et l'accès du savoir au plus grand nombre ; de réduire le taux de délinquance plutôt que d'assurer la sécurité publique ; de diminuer les chiffres du chômage, jusqu'à rayer des listes de demandeurs d'emploi sous tous les prétextes, plutôt que de proposer du travail à tous ceux qui en ont besoin. Les outils d'évaluation des politiques publiques,

---

<sup>7</sup> In Vincent de Gaulejac, La société malade de la gestion, Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social, Ed. du Seuil, 2005

calqués sur la gestion privée, conduisent à la perte du sens du service public, et de la politique elle-même. »<sup>8</sup>

Ainsi, les méthodes managériales chapeautées par le concept global de Gouvernance peuvent être des armes redoutables pour circonvenir le politique en introduisant une dépolitisation massive qui prône « l'administration des choses » au détriment de « l'administration des citoyens » et estomper l'action en tant que telle au profit de la construction des ses outils et méthodes.

La copie conforme – ou du moins censée l'être – des méthodes managériales du privé, appliquée au secteur public, a pour conséquence une dérive plus pernicieuse encore que l'application de ces méthodes. C'est que, insensiblement, les services publics sont mis sur le même pied – les contraintes en plus – que les opérateurs privés.

En occultant ces contraintes, on peut ainsi in fine, dans un premier temps obliger les services publics à adopter les techniques managériales du privé et dans un deuxième temps, démontrer qu'ils sont moins pertinents que le privé. CQFD

